Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 139 (1994)
Heft: 11

Artikel: Qui a peur de l'Allemagne?
Autor: Weck, Hervé de
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345469

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Qui a peur de l'Allemagne?

Par le colonel Hervé de Weck

«Une vision historique sous-tend une solide mémoire des événements passés, ce qui a pour effet de brouiller les éléments nets et précis de solutions rationnelles autonomes[1].»

Des soldats allemands appartenant à l'Eurocorps, qui défilent le 14 juillet sur les Champs-Elysées, voilà qui a secoué de nombreux Français peu convaincus par une politique de réconciliation et de coopération vieille de trente ans. «Insulte délibérée à la France défaite», proclamait une femme de lettres, résistante et déportée, dans *Le Figaro*, et elle ajoutait: «(...) alors que l'Allemagne étale sa puissance économique exubérante et ne dissimule guère sa volonté de l'exploiter politiquement, il est plus rassurant d'entendre ses chars *Marder* cliqueter sur les Champs-Elysées (...) que de les pousser à parader seuls, devant la Porte de Brandebourg[2].» Qui a peur de l'Allemagne?

Les résultats en Suisse du vote sur l'Espace économique européen, en décembre 1992, révèlent-ils un réel fossé entre Romands et Alémaniques à propos de la politique européenne de notre pays? Outre-Sarine n'éprouverait-on pas une crainte plus grande face au «géant allemand» nouvellement réunifié, que nos confédérés appellent le «Grand Canton du Nord»? L'histoire et l'arrosage des médias d'outre-Rhin expliqueraient une attitude que partage une partie des intellectuels français en rupture avec une officialité obligée de célébrer les vertus du «tandem franco-allemand».

Dans un article publié par *Défense nationale* en mars 1993, le général Maurice Schmitt, ancien chef d'état-major des armées, met en évidence l'attitude du gouvernement de Bonn qui ne doit plus faire face à d'énormes forces militaires menaçantes à sa frontière Est: «Je ne crois pas que la vision du monde d'aujourd'hui et des risques (...) soit très différente en France et en Allemagne.» Le rappel de cet axiome ne l'empêche pas de voir des stratégies divergentes qu'il explique par «le poids de l'opinion publique allemande», très réservée lorsqu'il s'agit de s'engager hors de la zone couverte par l'Alliance atlantique ou hors d'Europe sous l'égide de l'ONU ou de la CSCE[3].

Lors d'un *Temps présent* diffusé à la Télévision suisse romande en 1992, un historien allemand disait, citant le chancelier Adenauer, que «le problème n'est pas de savoir si les Allemands sont dangereux, mais de savoir si les voisins les considèrent comme dangereux.»

L'Allemagne après la disparition du Pacte de Varsovie

Le marxisme a véritablement infecté certaines régions de l'ancienne Allemagne de l'Est, ce qui n'a pas été le cas ailleurs dans l'Europe contrôlée par Moscou. Seule une infime minorité des membres de la Stasi, soit environ 2000 sur 85 000 salariés et 110 000

[1] *Saul, John:* Les bâtards de Voltaire. La dictature de la raison en Occident. *Paris, Payot, 1993, p. 75.*

[2] Le Figaro, *12 juillet 1994.*

[3] *pp. 52-53*

collaborateurs occasionnels, ont été identifiés, qui se trouvaient dans toutes les positions stratégiques des deux Allemagnes. Le nombre des néo-nazis, en 1991, avoisinait 40 000, dont près de 4500 skinheads bien connus pour leur violence. D'ores et déjà, des bandes organisées de Serbes ou de Croates, des groupes d'Hezbollahs émettent en Allemagne des faux marks ou des faux dollars afin de financer leurs achats d'armes. Et il y a encore les popes orthodoxes qui travaillent pour la mafia russe[4]...

En 1992, le 80% des Allemands de l'Ouest, opposés à l'augmentation incontrôlée des immigrants, se disaient partisans d'un contrôle accru[5], ce qui explique la mise en application d'une nouvelle loi sur l'asile. Ces problèmes, comme en Suisse, peuvent déstabiliser le pays, provoquer une aggravation incontrôlable de la violence raciste et, en ex-Allemagne de l'Est, des manifestations violentes dues aux espoirs déçus.

Pourtant, l'Allemagne reste attachée à une définition ethnique et non pas territoriale de la patrie. Personne ne propose de limiter l'accès à la nationalité allemande des Polonais ou autres «étrangers» qui peuvent arguer de deux grands-parents allemands. «La conception ethnique de la nation a traversé les siècles; elle ne va pas disparaître aujourd'hui[6].»

A la fin de l'année 1988, le 10% des Allemands de l'Ouest estimaient nécessaire d'entretenir des forces de défense pour faire face à une menace extérieure. Le danger à l'Est semblait avoir disparu pour le 75% des personnes interrogées (47% en 1984)[7]. En 1991, après la guerre du Golfe, le 68% des Allemands estimaient l'OTAN indispensable, mais ce pourcentage s'est vite érodé[8].

L'accord sur la réunification, signé le 16 juillet 1990, par Helmut Kohl et Mikhaïl Gorbatchev, prévoit que l'Allemagne réunifiée, qui renonce à toute arme nucléaire, bactériologique ou chimique, peut rester membre de l'OTAN, à condition qu'aucune force de l'Alliance ou arme nucléaire lui appartenant ne stationne sur le territoire de l'ex-République démocratique d'Allemagne. Les forces armées des deux républiques doivent être réduites de 40%. Leurs effectifs passeront jusqu'en 1995 de 620 000 à 370 000, les matériels à l'avenant. Pourtant, les forces armées allemandes disposeront d'armements modernes et fiables en quantité importantes.

Ceci ne saurait cacher que la Bundeswehr est contestée, phénomène qui se marque surtout par l'augmentation des objecteurs de conscience. Son moral est bas. Ses cadres se trouvent isolés et en attribuent la faute aux hommes poli-

L'influence des «Osti»

«(...) les dix-huit millions de «pieds noirs» de l'Est deviendront-ils, la transition accomplie, des citoyens modèles (...) ou, au contraire, (...) ne reconnaissant au fond d'eux-mêmes que l'Etat tutélaire ou l'anarchie individualiste, deviendront-ils un terrible déstabilisateur, le germe de décomposition du système, la proie des populismes ou le terreau, idéal pour les maffias en tous genres, qu'attire le mélange d'un pouvoir d'achat élevé et d'un Etat affaibli? L'inquiétude sur la société allemande dépasse de beaucoup celle sur l'économie (...).»

Alain Minc
Le nouveau Moyen Age. Paris, Gallimard, 1993, p. 26

[4] *Radio suisse romande, 2 janvier 1994.*

[5] Revue de l'OTAN, *avril 1992, p. 6.*

[6] *Alain Minc:* Le nouveau Moyen Age. *Paris, Gallimard, 1993, pp. 159-160.*

[7] Le Matin, *4 décembre 1988.*

[8] Revue de l'OTAN, *avril 1992, p. 7.*

tiques qui ne les défendent pas. Le laxisme des autorités ne contribue pas à résoudre les problèmes de la Bundeswehr.

«Drang nach Süd-Osten»?

A l'est d'une Allemagne réunifiée et forte, il n'existe aucune puissance capable de faire contrepoids, une situation qui n'a pas de précédent et dont on discerne mal les conséquences possibles[9]. En effet, il y a un vide stratégique dans les anciens satellites de l'Union soviétique. Les dix millions d'Allemands déplacés de Pologne après les accords de Potsdam accepteront-ils longtemps la reconnaissance officielle de la ligne Oder-Neisse? Certains d'entre eux exigent déjà une «modification pacifique» de la frontière germano-polonaise, la décision de 1990 consacrant une «injustice»[10]. Quoi qu'il en soit, le passager de la Lufthansa, qui feuillette les cartes du magazine de la compagnie, découvre des villes sous leur nom originel allemand: Bratislava et Gdansk sont redevenues Pressburg et Dantzig[11].

Depuis la disparition du «rideau de fer», certains membres du gouvernement allemand exercent

Crédits militaires en Allemagne

Au début de l'année 1994, un arbitrage gouvernemental a amputé de 1,25 milliards de marks le budget de la Défense pour l'année en cours. 600 millions d'économie ont déjà été trouvés:

- 100 sur les actions internationales
- 220 sur l'armement
- 60 sur les infrastructures prévues dans les nouveaux Länder
- 10 sur les carburants
- 45 sur l'instruction des réserves

Le canon DCA *Midas*, prévu pour la marine, passe à la trappe, comme le programme complémentaire *VTT Fuchs*; la production de nouveaux chars de dépannage est étalée...

[9] *Paul-Marie de la Gorce*, Défense nationale, *décembre 1993, p. 15.*

[10] Le Figaro, *8 août 1990, 12 juillet 1993.*

[11] *Alain Minc, op. cit., p. 34.*

des pressions pour que la Pologne puisse rejoindre l'Alliance atlantique, manifestant une volonté marquée de rapprocher d'anciens adversaires. Les alliés de Bonn, en premier lieu Washington, freinent ces tentatives dans le souci de ne pas inquiéter la Russie qui pourrait se sentir stratégiquement isolée. Ce n'est vraiment pas le moment de fournir des arguments aux nationalistes russes ! Dans la foulée, jusqu'en 1993, l'Allemagne a assumé le 60% de l'aide financière totale accordée à la Russie et aux autres Etats issus de l'ex-Union soviétique[12]...

Faisant fi de la Communauté européenne dont les procédures de concertation s'avèrent de bons «réducteurs de bêtises», Bonn reconnaissait dès décembre 1991 la Slovénie et la Croatie, cette décision pouvant indiquer que les autorités allemandes soutiennent au nom de l'autodétermination toute démarche remettant en cause les frontières établies en Europe[13]. «(...) l'histoire a montré que c'est précisément l'intervention de puissances extérieures dans les conflits locaux ou régionaux qui a provoqué l'extension de ce type de conflits, dans lesquels il s'avère par ailleurs difficile de ne pas prendre parti[14].» Le général Maurice Schmitt se veut encore plus clair: «(...) la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine, avant que ne soit résolu le problème des minorités, a envenimé les affrontements et précipité les réactions serbes beaucoup plus qu'elle ne leur a fait craindre des sanctions internationales[15].»

Si les problèmes de la Transylvanie devenaient virulents, qui empêcherait les Allemands, au nom de la «Mitteleuropa» de se porter trop ostensiblement au secours des Hongrois, tandis que les Français ressentiraient une excessive solidarité latine avec les Roumains[16]?

Durant la première crise du Golfe en 1987, pendant la guerre Iran-Irak, Bonn a refusé d'envoyer quatre bâtiments de sa marine militaire dans les eaux du Golfe persique et fait de grandes difficultés pour les engager en Méditerranée. Plus que sa Constitution, ses relations commerciales également bonnes avec Téhéran et Bagdad ne l'y prédisposaient pas. Rien ne dit par ailleurs que l'Allemagne ne retrouvera pas la «route des 3 B» (Berlin, Byzance, Bagdad) et du Proche-Orient[17].

L'Allemagne, un «super-lourd» en Europe

L'Allemagne, devenue une puissance prédominante en Europe, ne suscite pas seulement des craintes en Suisse alémanique, mais également en France où l'on «voit, avec la disparition de la coupure de l'Europe en deux, le centre de gravité du continent se déplacer vers l'Est, au profit du partenaire allemand. Les quatre pays actuellement en voie d'adhésion à l'Union européenne sont tournés vers l'Allemagne plus que vers la France, ce qui pourrait contribuer à diminuer progressivement l'influence de Paris sur le processus européen[18].»

On n'a pas oublié le niveau de puissance de l'Allemagne et ses ressources qui, au cours de deux guerres mondiales, ont nécessité l'intervention de gigantesques coalitions. Il serait aberrant de parler de menace allemande, mais on peut se demander comment vont évoluer les relations entre Bonn, l'OTAN et les Etats-Unis, quelle sera, dans le futur, la politique extérieure de l'Allemagne.

On ne saurait exclure l'hypothèse d'une Allema-

[12] *Volker Rück,* Survival, *Summer 1993, pp. 129-137.*

[13] *Philippe Moreau Defarges,* Défense nationale, *mars 1992, p. 72.*

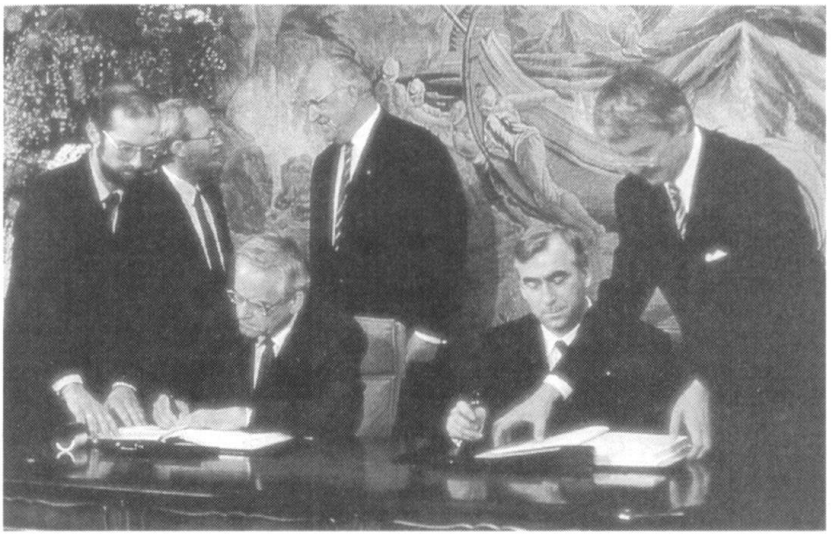
[14] Rapport à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. *24 mai 1993.*

[15] Défense nationale, *mars 1993, p. 53.*

[16] *Alain Minc, op. cit., p. 169.*

[17] *Thierry Garcin : La France dans le nouveau désordre mondial. Paris, Bruylant, 1992, p. 31, 42.*

[18] Analyse de l'évolution de la sécurité internationale en 1993. *Berne, Office central de la défense, 1994, p. 6.*



La réunification: Lothar de Maziere, dernier chef du gouvernement de l'Allemagne de l'Est et Helmuth Kohl (à l'arrière-plan) pendant la signature de l'accord qui officialise la réunification allemande. Certains en Europe se remettent à avoir peur...

gne dotée d'armements nucléaires qui ne ferait plus partie de l'Alliance atlantique[19]. Autre hypothèse: l'Allemagne, accablée par le redressement de ses nouveaux Länder, concentre son attention sur sa zone d'influence naturelle, la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie, l'Autriche, la Hongrie, la Slovénie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. «Etonnante germanité qui voit les bourgeois paisibles de Bonn recueillir (...) l'héritage de François-Joseph et reprendre son rôle de caution et d'arbitre dans ses anciens territoires.» Le gouvernement allemand actuel se veut prudent: il n'a pas encore transformé en influence politique cette mainmise économique et culturelle[20], une éventualité qu'un changement de direction politique à Bonn pourrait renforcer. Une telle politique ne manquerait pas de provoquer des réactions françaises et britanniques. Des tensions naîtraient, qui, incontestablement, auraient des répercussions sur la Suisse[21].

D'un autre côté, il ne faudrait pas oublier les «petits Allemand» soucieux de se débarrasser de la charge que le monde, y compris leurs frères de l'Est, font peser sur leurs épaules. «Les larges couches de la population (...) qui aspirent avant tout au repli sur soi et à se tenir à l'écart des problèmes mondiaux, sont beaucoup plus révélatrices de la mentalité allemande que ces néo-nazis rêvant de conquêtes et de nouveaux holocaustes. (...) De plus en plus, l'Allemagne ne disposera plus de la richesse et de la main-d'œuvre nécessaires pour jouer un grand rôle militaire[22].»

Le désordre de l'Europe et la question allemande se superposent déjà à l'organisation communautaire[23]. «Il sera de plus en plus difficile de faire admettre que l'humanitaire et l'écologie puissent tenir lieu de politique étrangère. Une telle attitude conduit à une sous-influence de la Communauté et de certains de ses membres dans le monde et, par conséquent, à un risque complémentaire pour la paix, par erreur d'interprétation[24].»

H. W.

[19] *Thierry Garcin, op. cit., pp. 6, 38.*

[20] *Alain Minc, op. cit., p. 186-187.*

[21] *Albert Stahel:* Défense aérienne. *Genève, Georg, 1993, pp. 133-134.*

[22] *Mark Almond : «Entre crainte et illusions»,* Géopolitique, *hiver 1993-1994, pp. 89-90.*

[23] *Garcin, op. cit., p. 108.*

[24] *Guy Labouérie,* Défense nationale, *avril 1993, p. 80.*